SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 2 MARS 1899.

Rapport de la Commission de l'Agriculture et des Travaux publics, chargée d'examiner le Projet de Loi portant revision de la législation et des règlements sur la police du roulage.

(Voir les n^{os} 210, session de 1895-1896, 90, session de 1897-1898, 85, 99, 103, 114 et 117, session de 1898-1899, de la Chambre des Représentants; 46, session de 1898-1899, du Sénat.)

Présents : MM. le Vicomte VILAIN XIII, Vice-Président; DAVIGNON, DUMONT, FIÉVÉ et VERCRUYSE, Rapporteur.

MESSIEURS,

Tout le monde est d'accord pour reconnaître qu'une réforme de la législation et des règlements surannés sur la police du roulage s'imposait.

Plusieurs pétitions adressées tant à la Chambre qu'au Sénat en font la demande formelle.

Le Gouvernement en a pris l'initiative : son Projet de Loi est relatif à la délégation à donner par la Législature au pouvoir exécutif et à la réglementation proprement dite.

Les amendements de la section centrale, ceux du Gouvernement et les discussions à la Chambre montrent combien la question est complexe et difficile.

Beaucoup d'intérêts sont en jeu :

Il est certain que la facilité des communications et l'introduction dans les usages de transports rapides, tels que les vélocipèdes et les automobiles, exigent que la législation sur le roulage soit plus générale qu'autrefois et puisse s'étendre davantage à tout le pays.

D'autre part, il y a à tenir compte des justes prérogatives provinciales et communales. Le Projet de Loi n'a en vue que l'unification de la police du roulage et nullement la conservation des routes.

Le rapport si complet présenté par l'honorable M. Liebaert, au nom de la section centrale, facilite beaucoup notre tâche.

L'article 1^{er} du Projet de Loi donne au Gouvernement le droit de régler la matière et détermine l'étendue de cette réglementation. Elle s'applique à la police de roulage et de circulation de tous les moyens de

transport par terre, des animaux de trait, de charge, de monture et des bestiaux. Elle n'édictera pas de prescriptions locales, comme celles qui concernent l'éclairage, le pavage, la plantation des arbres, qui restent du ressort des administrations communales.

Des règlements complémentaires pourront être arrêtés par les conseils provinciaux et communaux pourvu qu'ils ne soient pas contraires aux lois et aux règlements généraux et qu'ils soient soumis à l'approbation du Roi.

L'article 2 établit les pénalités éventuelles.

L'article 3 prévoit des dommages-intérêts, outre les pénalités.

L'article 4 a trait à la surveillance de l'exécution de la loi.

Le Conseil national du Cycle et de l'Automobile belges aurait voulu que le droit de surveillance fût accordé à ses délégués.

Il est à remarquer que la surveillance doit s'étendre aux routes d'abord, mais ensuite aux cyclistes et automobilistes eux-mêmes en faveur des piétons, et que si le droit de verbaliser était donné aux cyclistes contre ceux qui enfreignent les dispositions du règlement sur les routes, le même droit devrait être donné aux piétons contre les infractions des cyclistes.

Mieux vaut s'en tenir pour la surveillance aux agents de l'autorité ; mais il ne serait peut-être pas sans intérêt de demander au Gouvernement d'autoriser tous les intéressés d'affirmer, chez le cantonnier le plus proche, l'infraction dont ils ont été témoins ; ou bien de faire déposer chez le cantonnier et dans les maisons communales des boîtes destinées à recevoir les réclamations faites par écrit.

Ces boîtes seraient levées une ou deux fois par semaine et leur contenu adressé à l'ingénieur compétent, qui ferait parvenir ces réclamations à l'Administration avec son avis.

C'est ainsi que des registres sont déposés dans les gares de chemin de fer pour recevoir les réclamations des voyageurs.

L'article 5 règle l'application des tarifs de chargement, et spécialement en temps de dégel.

L'article 6 détermine les responsabilités.

L'article 7 établit le délai de prescription.

L'article 8 indique les lois et règlements anciens sur la police du roulage qui sont abrogés.

La Commission a adressé au Gouvernement les questions suivantes :

1. — Tous les chemins portés à l'Atlas des chemins communaux sont-ils soumis à la loi en question ?

La réponse est affirmative. Veuillez remarquer, en ce qui concerne la police du roulage, qu'il n'y a pas sur ce point d'innovation. En effet, la loi du 24 mars 1838 a rendu applicables aux routes vicinales pavées ou empierrées les lois et règlements qui ont pour objet la police du roulage, le mode de perception, ainsi que le cahier des charges de la perception des droits de barrières sur les routes de l'État et sur les routes provinciales.

D'autre part, la loi du 10 avril 1841 sur les chemins vicinaux donne aux provinces le droit de réglementer, moyennant l'approbation royale, la police des chemins vicinaux, c'est-à-dire de tous les chemins inscrits à l'Atlas communal. Ces règlements peuvent porter non seulement sur la police du roulage proprement dite, mais également sur tout ce qui a trait à la liberté et à la sécurité de la circulation.

Je crois utile d'ajouter que si la loi projetée est applicable aux chemins vicinaux comme aux routes royales et provinciales, le règlement général à prendre en exécution de la loi ne doit pas nécessairement être applicable à tous. Le Gouvernement aura le droit d'exempter de l'application de tout ou partie du règlement général certaines catégories de voies communales, lorsque pareille exemption est indiquée.

II. — L'autorité communale a-t-elle le droit, en certaines circonstances à déterminer, d'obliger les voituriers à emprunter une voie indiquée par ladite autorité plutôt qu'une autre, si le détour n'excède pas une distance à déterminer ?

L'autorité communale a ce droit, en vertu de la loi du 16-24 août 1790, qui confie à la vigilance et à l'autorité des corps municipaux tout ce qui intéresse la sûreté et la commodité du passage dans les rues, quais, places et voies publiques.

III. — Les prescriptions relatives aux poids et à la largeur des jantes des locomotives routières sont-elles un minimum qu'il est facultatif aux administrations communales d'augmenter ?

Cette question doit être résolue négativement.

Le Projet de Loi a été adopté par la Chambre par 78 voix contre 8 et deux abstentions.

Votre Commission, Messieurs, l'a adopté à l'unanimité sauf une abstention et elle vous en propose aussi l'adoption.

Le Rapporteur,
A. VERCRUYSSÉ.

Le Vice-Président,
Vicomte VILAIN XIII.